



COLLECTIF STRATÉGIES ALIMENTAIRES

Mise en place d'une interprofession de la filière banane au Burundi

L'agriculture burundaise est en cours de modernisation. Une de ses cultures phares, la banane, représente un potentiel important pour le développement de son appareil productif. Or, celle-ci pâtit toujours d'un manque de structuration, ce qui conduit à un potentiel inexploité. Le Collectif stratégies alimentaires (CSA), accompagné par des experts internationaux, est venu en appui à la Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD), son partenaire burundais et à la SOCOPA, le bras commercial et de transformation agroalimentaire de la CAPAD. L'objectif est de mettre en place une plateforme, prémices d'une interprofession, et ayant pour objectif de structurer la filière. Retour sur un processus fort en apprentissage.



Annick Sezibera, secrétaire exécutive de la CAPAD, dans la bananeraie de démonstration de l'usine de la SOCOPA

Face à une population en augmentation et avec des superficies en terres arables limitées, le constat est vite fait pour l'agriculture burundaise: si elle veut répondre à la demande croissante, elle doit améliorer sa productivité. Cette prouesse n'est réalisable qu'au travers d'une plus grande structuration des acteurs de l'agroalimentaire.

La banane: une culture phare du Burundi

Le CSA s'est impliqué dans la structuration d'une des cultures emblématiques du Burundi: la banane. Au-delà de son rôle économique de premier plan, cette culture remplit un rôle important dans la vie socio-économique du pays. Selon un rapport de l'Institut des sciences agronomiques du Burundi (ISABU), la culture de la banane représente 40% des terres arables du pays et près de 45% de la production agricole. Elle assure donc un rôle central dans plusieurs systèmes culturels: protection contre l'érosion des sols et rôle dans la fertilité des sols. Elle est aussi source de calories pour les Burundais tout au long de l'année, ce qui représente un rempart contre les disettes. En outre, elle est fortement ancrée dans les traditions locales, car base de nombreuses préparations culinaires d'accompagnement — banane cuite, grillée, sautée, chips et boissons telles que jus bière et vin... —, mais aussi d'alimentation du bétail, de compost... Elle est donc une source de revenus pour les agriculteurs et revêt un rôle de premier plan.

Pour autant, ces derniers rencontrent une série de contraintes: déclin de la fertilité des sols; contrôle des maladies et des ravageurs; pertes post-récoltes; manque de coordination des acteurs au niveau des marchés; faible organisation de la production et de la commercialisation. La culture de la banane, intégrée dans près de 90% des exploitations agricoles, reste aux mains des petits producteurs, qui éprouvent des difficultés à améliorer leurs pratiques et à davantage se structurer.

Les principaux défis techniques pour la culture de la banane sont les maladies, dont la prolifération est souvent liée à l'utilisation des rejets malades un peu partout dans le pays. Un autre défi technique important est le vieillissement des bananeraies, dont beaucoup datent de l'époque coloniale. De bonnes pratiques agricoles existent, mais elles ne sont pas diffusées ou partagées entre les producteurs.

Des lacunes au niveau de la transformation et de la commercialisation

De nombreux problèmes techniques de production d'emballage de qualité ainsi que les pro-

blèmes d'accès aux marchés par manque d'appui technique, financier et institutionnel sont observés. L'inadéquation entre l'offre et la demande des unités de transformation est visible sur le plan des variétés culturelles. L'accès à l'énergie pour les nouvelles unités de transformation de la banane est aussi une contrainte.

C'est à cette fin que le professeur ordinaire d'économie rurale de l'université de Liège, Philippe Lebaillly, ainsi que d'autres chercheurs ont été mandatés par la Commission européenne pour réaliser une étude sur la filière banane au Burundi en 2019. Les conclusions de cette étude ont mis en lumière certains des éléments précités et ont permis de dégager des pistes d'action.

Concertation inter-acteurs et collecte de données, prémices de la plateforme

Afin de venir en appui à la filière, la Commission européenne, au travers d'un programme de coopération technique, a mandaté la CAPAD et le CSA pour faciliter la mise en place d'une plateforme interprofessionnelle des acteurs de la filière. Objectif: améliorer l'efficacité et l'efficience de la chaîne de valeur. Au-delà de ça, la plateforme va servir de lieu de rencontre des acteurs directs de manière à répondre au mieux à leurs besoins. En effet, même si l'innovation et l'augmentation de la productivité sont une part importante du travail, celles-ci ne sauraient suffire sans un processus dialogique entre les acteurs. La plateforme permet donc d'établir un cadre de concertation participatif et une appropriation, dès la base du processus, par les acteurs eux-mêmes. Ce sont la combinaison de ces deux facteurs — optimisation de la filière et processus participatif — qui ont conduit les acteurs à décider de la création d'une plateforme, prélude de la mise en place d'une interprofession.

Une méthodologie de travail a ensuite été mise sur pied: la documentation préalable a permis d'élaborer les termes de référence ainsi que la réalisation de questionnaires, qui ont été distribués aux acteurs de la filière. Ensuite, des données empiriques ont été récoltées au travers de focus group avec les acteurs ainsi que d'entretiens avec des personnes clés. Enfin, une campagne de collecte de données a été mise en place par la CAPAD sur des sites précis. Ces données ont permis de réaliser les livrables suivants tels qu'une série de documents de références, un répertoire d'acteurs ou encore un plan d'action.

Concertation avec des leaders d'organisations paysannes

Des échanges fructueux d'expériences avec des plateformes existantes au Sénégal sur la tomate industrielle ou au Bénin sur l'interprofession sur le riz ont enrichi les débats pour le montage de l'interprofession de la filière. Ils ont démontré l'intérêt financier gagnant-gagnant de la participation des organisations paysannes dans ces interprofessions en y prenant le leadership.

Résultats du processus de concertation

Ces conclusions ont permis d'identifier six familles d'acteurs dans la filière: les fournisseurs de plants et d'intrants; les producteurs; les collecteurs, transporteurs et les vendeurs de bananes; les transformateurs industriels; les transformateurs semi-industriels et artisanaux; et les vendeurs des produits issus de la banane. Afin de faciliter le processus, ces six familles ont été regroupées en trois



Comité exécutif de l'Interprofession et de la plateforme multi-acteurs de la filière banane au Burundi, mis en place lors du Forum. La présidence est assurée au nom des producteurs par Gilbert Nyandwi, le président de la CAPAD.

grandes familles: les producteurs, les transformateurs et les commerçants. Elles constitueront les parties prenantes du cadre de concertation.

Parmi ces familles, deux ont été identifiées comme ayant particulièrement besoin de soutien pour la participation à la plateforme — les producteurs et les transformateurs semi-industriels et artisanaux. Des formations de mise à niveau leur ont alors été fournies, ce qui a permis à l'ensemble des acteurs d'être mieux préparés aux négociations, car ayant une pleine conscience des enjeux de la mise en place d'une interprofession.

Les multiples réunions, qui ont eu lieu entre les mois de février et d'avril, ont permis d'aborder les multiples aspects de l'interprofession dont la mise sur pied d'un comité de pilotage et d'un cadre de concertation propre à la plateforme incluant des représentants des acteurs directs, les parties prenantes ainsi que les facilitateurs.

Lors d'un atelier préparatoire organisé les 6 et 7 mai, les acteurs ont pu travailler sur les revendications des différentes familles. Cet exercice préalable s'est avéré indispensable afin de renforcer la cohérence interne des familles. En effet, une des clés de réussite de la plateforme est de s'assurer que les familles soient fortes et possèdent une forte unité. Par la suite, chaque famille s'exprimera au niveau du cadre de concertation au travers de délégués. Il est donc indispensable que les réclamations des familles soient claires et fixées à l'avance. Ici encore, la communication interne joue un rôle essentiel.

Un autre élément important qui a émané de cet atelier est l'importance de poser un cadre de discussion respectueux vis-à-vis des différentes familles: chacune d'entre elles doit avoir une voix au sein du comité de pilotage où la représentativité de chacun des membres doit être respectée. Un des objectifs de la plateforme est ainsi de sortir d'un climat de compétition pour amener les familles à coopérer entre elles. Elles doivent donc saisir, dès leur entrée dans le processus, tout l'intérêt qu'il y a à coopérer sur le long terme. Il en va de la cohérence et du maintien au long terme de la plateforme.

Des débats ont également eu lieu sur la question des frais d'adhésion ainsi que sur le statut juridique de la plateforme, qui selon la législation burundaise sera de fait une ASBL. Un autre accent de premier ordre a été mis sur l'importance d'avoir des acteurs solvables.

Un atelier de lancement a finalement eu lieu les 26-27 mai durant lequel de nombreux intervenants ont pris la parole, dont José Renard, secrétaire général de la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA), Saliou Saar de l'Association sénégalaise pour la promotion du développement par la base (ASPRODEB) au Sénégal et Pascal Gbenou, président de l'interprofession riz au Bénin, marquant ainsi la solidarité et l'intérêt du partage d'expériences entre organisations de producteurs.

Des retombées économiques, mais pas que...

Les retombées sont importantes tant en matière d'intensification — le renouvellement de la bananeraie, la réduction des pertes, l'adaptation de la qualité aux besoins des différents maillons de la chaîne —, qu'en matière d'adaptation aux besoins toujours plus exigeants des consommateurs et répondant à de nouvelles niches de marché. Il faut donc s'attendre à des augmentations de plus-values spécialement aux niveaux des maillons faibles de la chaîne des producteurs et des semi-industriels. Des impacts non négligeables sur l'économie nationale sont aussi à prévoir: accroissement de

quelques points de la part de la filière dans le produit intérieur brut (PIB) national (plus de 14%) et du revenu annuel moyen des petits producteurs, au-delà du seuil national de pauvreté.

Avenir et enseignements pour la plateforme et sa transformation en interprofession

La signature fin mai de la charte d'adhésion à la plateforme interprofessionnelle de la chaîne de valeur banane lors de l'atelier de lancement ne sera qu'une première étape. Elle souligne l'engagement des différentes familles d'acteurs d'améliorer non seulement l'efficacité et l'efficience de la chaîne de valeur elle-même, mais aussi de ses sous-chaînes (banane à bière, banane à cuire, banane dessert, banane FHIA), de leurs produits transformés (bière, vin, jus, farine, chips) et de ses sous-produits d'usage (épluchures et cakes de banane).

Les activités de la plateforme consisteront:

À court terme, à fixer des modalités simples pour son fonctionnement et à définir avec ses partenaires une stratégie de facilitation souple. À ce niveau, le comité de pilotage a un grand rôle à jouer pour fédérer les familles d'acteurs autour de la vision de la plateforme. Un processus d'apprentissage devra être au cœur de cette stratégie. Le CSA, qui a accompagné le processus, pourra à ce stade jouer le rôle de facilitateur externe dans la structuration des familles d'acteurs. Il aura aussi un rôle à jouer dans la préparation d'un programme d'investissement à présenter aux partenaires techniques et financiers et aux institutions de coopération.

À moyen terme (entre 2 et 5 ans), soutenue par une aide extérieure, la structuration progressive des différentes familles d'acteurs s'affirmera et progressera. La plateforme sera dès lors structurée avec des règles de fonctionnement plus élaborées, basées sur les expériences vécues lors des deux premières années. Ces dernières permettront de mieux structurer les objectifs et serviront de leçons pour la prise de décisions. La stratégie de facilitation devra viser l'autonomisation de la plateforme en se basant sur l'appropriation. Les leçons tirées servent de guidance pour la poursuite du processus de facilitation.

À long terme (au-delà de 5 ans), les règles du jeu destinées à organiser les interactions entre les acteurs membres de la plateforme sont fixées dans un cadre plus formel. La plateforme s'autonomise et se finance. Il n'y a plus de stratégie externe de facilitation. Les acteurs prennent leur destinée en main. La plateforme paie la facilitation qu'elle sollicite au besoin.

Finalement, la plateforme permettra d'améliorer la performance économique de la filière et de répondre aux besoins des familles d'acteurs. Au-delà de ces aspects pratiques, elle contribuera à développer des relations de coopération entre acteurs, d'améliorer la communication entre acteurs et de contribuer ainsi au règlement des litiges. Ce sont finalement cette appropriation du processus par les acteurs et ce cadre de concertation qui permettront de renforcer la coopération agricole, mission que s'est confiée le CSA.

Cette page mensuelle est réalisée par le Collectif Stratégies Alimentaires asbl. Le CSA est une ONG, agri-agence membre d'AgriCord. Ed. responsable: CSA, D. Van Der Steen - 184 D, Boulevard Léopold II - 1080 Bruxelles. www.csa-be.org

Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be